

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 08/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HUBBARD SAS**

La Verrerie  
22150 PLOEUC-L'HERMITAGE

Code AIOT : 0005514693

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement HUBBARD SAS implanté au lieu-dit La Verrerie à PLOEUC-L'HERMITAGE (22150). L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la programmation du PPC 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUBBARD SAS
- La Verrerie - 22150 Plœuc-L'Hermitage
- Code AIOT : 0005514693
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société HUBBARD basé à Ploeuc-L'Hermitage est une unité de compostage d'effluents d'élevage de volailles (fientes, fumiers) et de déchets de couvoir (coquilles d'œufs, poussins).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 3.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Contrôle des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 4.4.5	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Prévention des risques d'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 9.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 9.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Conformité du compost	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 13.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 1.3	Sans objet
6	Prévention risques d'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 9.2.4	Sans objet
8	Contrôles des andains	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 12.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est globalement bien tenu tant au niveau des abords que l'intérieur des bâtiments de production.

Les principaux enjeux pour ce type d'activité sont les nuisances olfactives des rejets atmosphériques et les risques d'incendie liés au process.

En ce qui concerne les rejets atmosphériques, les autocontrôles actuels montrent que le biofiltre ne permet pas un abattement suffisant sur les critères analysés.

Le contrôle in situ a permis en effet de constater une odeur forte d'ammoniac près du biofiltre. L'exploitant est invité à procéder au remplacement du substrat végétal actuel en place depuis de nombreuses années. L'exploitant devra être en mesure d'attester de la remise en conformité du biofiltre.

En ce qui concerne les risques d'incendie, l'établissement a connu il y a quelques années un incendie qui a affecté une partie des bâtiments.

Aujourd'hui, l'établissement dispose de détecteurs d'incendie avec des alarmes déportées, placés dans les zones à risques (stockage matières premières et compostage). Il dispose également de moyens de lutte contre l'incendie suffisamment dimensionnés (lagune) au regard des surfaces à éteindre.

Les températures des andains en cours de compostage sont relevées et enregistrées en continu.

L'exploitant devra également respecter les volumes maximaux autorisés en matière de consommation d'eau.

Enfin, les eaux pluviales devront être analysées au moins une fois par an avant rejet dans le milieu.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Activités autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 1.3			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des rubriques et volumes autorisés			
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des rubriques relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement			
Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Capacité autorisée	Régime
2780	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. <b>3. Compostage d'autres déchets</b> <b>b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 75 t/j</b>	21 t/j maximum et 7 680 t/an de déjections à traiter.	E
<b>Constats :</b> L'unité de compostage reçoit comme intrants des effluents d'élevages de volailles (fientes fraîches, fumier de volailles, litière de poulettes), ainsi que des sous-produits animaux, tels que les déchets d'éclosion et des poussins d'un jour abattus pour des raisons commerciales.  L'exploitant a fourni à l'inspection la liste des quantités d'intrants pour l'année 2023 et 2024. Les volumes des intrants autorisés sont globalement respectés, compte tenu que les intrants ne sont livrés que 5 jours par semaine et que les volumes annuels autorisés ont été calculés sur la base de 365 jours.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

### N° 2 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 3.2.4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques			
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les concentrations et les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes :			
Paramètres	Concentrations attendues consécutives	maximales sur 6 heures	Rendement épuratoire
Ammoniac (NH3)	50 mg/m3		>80 %
H <sub>2</sub> S	5 mg/m3		-
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection 2 rapports de l'APAVE (19 juillet 2023 et 11 juillet 2024) concernant des mesures des rejets atmosphériques prises en amont du laveur d'air et au niveau du biofiltre.			

Les paramètres mesurés sont le NH<sub>3</sub>, le H<sub>2</sub>S, les mercaptans, les COVT et les poussières.

Toutefois, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 septembre 2021 ne prévoit des valeurs limites uniquement que sur les paramètres NH<sub>3</sub> et H<sub>2</sub>S, ainsi que le rendement épuratoire du système de traitement de l'air.

**Mesures du 19/07/2023:**

Paramètre	Mesures amont Laveur	Mesures biofiltre	VLE	Rendement épuratoire attendu
NH <sub>3</sub>	14,9 mg/m <sup>3</sup>	24,6 mg/m <sup>3</sup>	50 mg/m <sup>3</sup>	>80 %
H <sub>2</sub> S	0	0	5 mg/m <sup>3</sup>	/
Rendement				NC

**Mesures du 11/07/2024:**

Paramètre	Mesures amont Laveur	Mesures biofiltre	VLE	Rendement épuratoire attendu
NH <sub>3</sub>	65 mg/m <sup>3</sup>	48 mg/m <sup>3</sup>	50 mg/m <sup>3</sup>	>80 %
H <sub>2</sub> S	0,0084 mg/m <sup>3</sup>	0,0085 mg/m <sup>3</sup>	5 mg/m <sup>3</sup>	/
Rendement				NC

Il ressort que les valeurs sont globalement respectées mais que le rendement épuratoire du système de traitement entre l'entrée du laveur et la sortie du biofiltre n'est pas conforme. L'exploitant émet l'hypothèse que le problème viendrait du biofiltre dont le substrat filtrant (fibre de coco) n'a pas été remplacé depuis 14 ans et qu'il n'a plus les capacités épuratoires suffisantes.

Lors du contrôle visuel il a été constaté en effet que le niveau de remplissage du biofiltre en fibres de coco était très bas et qu'une odeur d'ammoniac était prégnante.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

S'il s'avère que le problème épuratoire provient du biofiltre, il devra être procédé au remplacement de la matière filtrante.

L'exploitant a émis la possibilité de substituer les fibres de coco par des écorces de résineux.

Suite à cette opération l'exploitant devra transmettre à l'inspection de nouvelles analyses justifiant le bon fonctionnement de système de traitement de l'air.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Approvisionnement en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 4.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Origine approvisionnement en eau - Prélèvement maximal annuel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées  
Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m3/an)
Forage	320

**Constats :**

L'eau consommée sur le site provient d'un forage et est utilisée essentiellement pour le lavage des camions.

Ces eaux de lavage peu chargées sont stockées dans une fosse de 15 m<sup>3</sup> avant d'être transférées en citernes et épandues sur des terres agricoles.

- Consommation d'eau 2023 : 953 m<sup>3</sup>
- Consommation d'eau 2022 : 977 m<sup>3</sup>

La consommation d'eau dépasse largement les volumes autorisés. L'exploitant souligne la nécessité de procéder à un lavage poussé des camions afin d'assurer la biosécurité au niveau des élevages.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra porter à la connaissance du préfet d'une demande d'autorisation d'augmenter son prélèvement d'eau.

Il devra justifier de la capacité du forage et de l'aquifère à fournir la quantité nécessaire en eau.

L'exploitant envisage également de faire une nouvelle demande au gestionnaire du réseau pour une connexion au réseau public d'adduction.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Contrôle des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 4.4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées ci-dessous :

<b>Matières en suspension</b>	35 mg/l
<b>DCO (sur effluent non décanté)</b>	125 mg/l
<b>Hydrocarbures totaux</b>	10 mg/l

**Constats :**

Les eaux pluviales sont collectées et rejetées de la façon suivante:

- Eaux de voiries et de toitures sans gouttière: rejet au fossé, pas de surface bitumée.
- Eaux de toitures avec gouttière: rejet dans le bassin de réserve d'eaux d'extinction.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des analyses sur les eaux pluviales sur les paramètres suivants:

- Matière en suspension
- DCO
- Hydrocarbures totaux

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra effectuer chaque année au point de rejet du bassin d'incendie, des analyses sur les paramètres cités ci-dessus des eaux pluviales issues des toitures équipées de gouttière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Prévention des risques d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatique
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les zones à risques fermées identifiées à l'article 9.1.1 sont équipées d'un détecteur de fumée dans un délai de 3 mois à compter de la date de signature du présent arrêté. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les détecteurs d'incendie sont situés dans les zones considérées à risques: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le local TGBT</li> <li>• Le stockage des matières premières</li> <li>• la zone compostage</li> </ul> Les détecteurs sont équipés d'un diffuseur sonore et lumineux.  2 rapports de l'organisme SECURITEC du 06/07/2022 et 06/09/2023 concernant le contrôle des détecteurs ont été fournis à l'inspection. Les rapports font mention d'un filtre VESDA encrassé et de la nécessité de prévoir son remplacement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Cette anomalie étant considérée comme haute et ayant été déjà identifiée lors d'un contrôle en 2021, l'exploitant devra justifier du remplacement et de l'entretien de ces filtres. Le rapport d'intervention de SECURITEC pour 2024 devra être transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Prévention risques d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'extincteurs CO2 à utiliser sur feux d'origine électrique et hydrocarbures liquides (classe B) de 2 à 6 kgs placé à proximité du tableau électrique ;</li> <li>• d'extincteurs à poudre polyvalente portatifs (poudre polyvalente ABC) : 3 extincteurs (local réception, local stockage, zone de dégagement) ;</li> </ul>

- d'une réserve incendie de 500 m<sup>3</sup> sur le site (conservation de 500 m<sup>3</sup> en fond du bassin de confinement existant de 900 m<sup>3</sup>).

Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel.

L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.

**Constats :**

L'installation est équipée de 5 extincteurs suivis par la société CHUBB.

Le site est équipé d'un bassin de rétention des eaux pluviales de 900 m<sup>3</sup> et servant de réserve d'eau d'extinction pour une capacité d'au moins 500 m<sup>3</sup>

L'inspection invite l'exploitant à se rapprocher du SDIS pour déterminer si le bassin est suffisamment accessible et adapté au matériel de pompage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 7 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 9.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôles des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

**Constats :**

L'exploitant a affirmé suivre l'état des installations électriques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra justifier du contrôle des installations électriques par la transmission des rapports de contrôle aux services d'inspection pour les années 2023 et 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 8 : Contrôles des andains

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 12.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle et enregistrement des températures des andains

**Prescription contrôlée :**

Les températures des andains sont contrôlées en permanence à l'aide de sondes mises dans le tas après le retournement de celui-ci. Les sondes sont équipées d'un lecteur direct et d'un enregistreur. Chaque prise de température est enregistrée avec la date de mise en place du tas dans le couloir.



**Constats :**

L'exploitant a fourni un récapitulatif des relevés de température des andains dans la zone de compostage pour les années 2023 et 2024.

Les températures sont enregistrées toutes les 4 heures à partir de 3 sondes (début, milieu et fin de couloir).

Les températures maximums se situent aux alentours de 72 °C.

La phase de compostage dure 21 jours et durant cette période 3 retournements sont réalisés. La phase de maturation dure environ 2 mois.

La hauteur maximale des andains dans le couloir de compostage fait moins de 3 mètres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Conformité du compost**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 13.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyse du compost

**Prescription contrôlée :**

- Conformité du compost aux critères définissant une matière fertilisante:

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de compost aux critères définissant une matière fertilisante.

Sur cette base, l'exploitant établit annuellement un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes, également tenu à la disposition de ces autorités.

**Constats :**

L'exploitant déclare effectuer un suivi de la qualité du compost fabriqué dans son établissement. Il réalise annuellement quatre analyses sur les composts portant sur les valeurs agronomiques, les matières inertes et la microbiologie. L'exploitant déclare respecter la norme NFU 44051 et ne pas avoir eu à traiter de lots non-conformes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de compost aux critères définissant une matière fertilisante pour les années 2023 et 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de délai :** 3 mois